

CONVENTION

PROJET

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Vincent FELTESSE

Président de la COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX, agissant au nom et comme représentant de ladite COMMUNAUTE URBAINE, en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté du

d'une part,

ET

Monsieur Hervé BONNAN,

Président Directeur Général, représentant le Conseil d'Administration de la S.A. d'H.L.M. LOGÉVIE (ex HABITATION ECONOMIQUE), dont le siège social est à BORDEAUX, 12 rue Chantecrit, en exécution d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 11 Décembre 2007.

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

La COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX, par délibération de son Conseil en date du _____ reçue à la Préfecture de la Gironde le _____ garantit le paiement des intérêts et le remboursement du capital d'un emprunt **principal de 2 016 100 €** au taux d'intérêt admis par la réglementation en vigueur au moment de l'établissement du contrat souscrit par la S.A. d'H.L.M. Logévie auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue d'assurer le **financement principal relatif à la construction de 16 logements à FLOIRAC rue des Etangs**, pour un prix de revient prévisionnel total de l'opération de **2 370 000 €**.

- ⇒ Montant du prêt : **2 016 100 €**
- ⇒ Type de Financement : **P.L.S.**
- ⇒ Durée du préfinancement : de 3 à 24 mois maximum
- ⇒ Echéances : annuelles
- ⇒ Durée totale du prêt : **30 ans**
- ⇒ Taux d'intérêt actuariel annuel : **4.63 %**
- ⇒ Taux annuel de progressivité : **0,00 %**
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus peuvent varier en fonction de la variation du taux du Livret A et/ou du taux de commissionnement des réseaux collecteurs du Livret A. En conséquence, les taux du Livret A et de commissionnement des réseaux collecteurs effectivement appliqués au prêt seront ceux en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt émis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

La garantie de la Communauté Urbaine de BORDEAUX est accordée pour la durée totale du prêt, soit 24 mois de préfinancement maximum suivi d'une période d'amortissement de 30 ans, à hauteur de la somme de 2 016 100 €, majorée des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés au terme de cette période.

Il est toutefois précisé que si la durée du préfinancement finalement retenue est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Si la Société ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, la Communauté Urbaine de BORDEAUX, sur simple demande écrite qui lui sera faite, se substituera à elle et règlera le montant des annuités à concurrence de la défaillance de la Société à titre d'avances remboursables ne portant pas intérêt.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie d'emprunt consentie et fixe à ce sujet les rapports entre la Communauté Urbaine de BORDEAUX et la Société.

ARTICLE I :

Les opérations poursuivies par la Société, tant au moyen de ses ressources propres, que des emprunts qu'elle a déjà réalisés avec la garantie de la Communauté Urbaine, ou qu'elle réalisera avec cette garantie, donneront lieu à la fin de chaque année à l'établissement par la Société, d'un compte de gestion en recettes et en dépenses, faisant ressortir pour ladite année, le résultat propre à l'exploitation de l'ensemble des immeubles appartenant à la Société. Ce résultat devra être adressé au Président de la Communauté Urbaine, au plus tard le 30 Juin de l'année suivante.

ARTICLE II :

Le compte de gestion défini au paragraphe I de l'article ci-dessus comprendra :

- au crédit : les recettes de toutes natures auxquelles aura donné lieu la gestion des immeubles et installations appartenant à la Société.
- au débit : l'ensemble des dépenses auxquelles aura donné lieu ladite gestion. Les frais d'administration, de gestion, les charges d'entretien, de réparations, de gardiennage, les impôts, les taxes, les charges d'intérêts et d'amortissement afférentes aux emprunts contractés pour la réhabilitation desdits immeubles et installations.

A ce compte de gestion, devront être joints les états ci-après :

- état détaillé des frais généraux,
- état détaillé des créanciers divers, faisant apparaître les sommes qui pourraient rester dues aux établissements prêteurs, sur les échéances d'intérêts et d'amortissement contractés,
- état détaillé des débiteurs divers, faisant ressortir notamment les loyers non payés.

ARTICLE III :

Si le décompte de gestion ainsi établi est excédentaire, cet excédent sera utilisé à due concurrence et dans le cas où la garantie de la Communauté Urbaine, aurait déjà joué, à l'amortissement de la dette contractée par la Société, vis-à-vis de la Communauté Urbaine et

figurant, au compte d'avances ouvert au nom de celle-ci dans les écritures de la Société, suivant les conditions prévues à l'article V ci-après.

Si le décompte d'avances susvisé ne fait apparaître aucune dette de la Société, le solde excédentaire du compte de trésorerie sera employé conformément aux statuts de la Société.

Si du compte de trésorerie et de l'état détaillé des créanciers divers, il résulte que la Société n'a pas réglé tout ou partie des intérêts et amortissements échus d'emprunts garantis par la Communauté Urbaine, et qu'elle ne dispose pas de disponibilités suffisantes pour y procéder, la Communauté Urbaine effectuera ce règlement entre les mains des prêteurs au lieu et place de la Société, dans la mesure de l'insuffisance des disponibilités constatées. Ce règlement constituera la Communauté Urbaine créancière de la Société.

ARTICLE IV :

De convention entre les parties, la Communauté Urbaine de BORDEAUX est habilitée à prendre, à tous moments à partir de la signature de la présente convention, et si elle l'estime nécessaire à la garantie de ses droits, une inscription à hauteur du montant de la garantie sur un immeuble libre d'hypothèques à **FLOIRAC Lieudit Les Etangs Section BC n° 337, 344p, 346 p, 396, 392p, 393, 395, 398, 399, 400, 402, 404 et 433p d'une valeur de 2 370 000 €.**

Par voie de conséquence, la Société s'engage à ne consentir aucune hypothèque sur cet immeuble sans l'accord préalable de la collectivité.

Le bien donné en garantie devra être assuré sans l'application d'une quelconque règle proportionnelle et pour sa valeur de reconstruction à neuf.

Pour justifier la valeur du gage offert et qu'aucune inscription nouvelle n'a été inscrite, la Société sera tenue de présenter, le 31 Décembre de chaque année, un certificat de situation hypothécaire ayant moins de deux mois de date.

En cas d'insuffisance de valeur des sûretés offertes par suite d'inscription d'office ou pour toutes autres causes, la collectivité sera en droit d'exiger de nouvelles sûretés.

Lors de l'achèvement de l'opération réalisée avec la garantie communautaire, la Société en informera la Communauté Urbaine et lui adressera un certificat d'achèvement des travaux.

ARTICLE V :

Un compte d'avances communautaires de la Communauté Urbaine sera ouvert dans les écritures de la Société.

Il comprendra :

- au crédit : le montant des remboursements effectués par la Société,
- au débit : le montant des versements effectués par la Communauté Urbaine en vertu de l'article 3.

le solde constituera la dette de la Société vis-à-vis de la Communauté Urbaine.

ARTICLE VI :

La Société, sur simple demande du Président de la Communauté, devra fournir à l'appui du compte et des états visés à l'article Ier, toutes justifications utiles et notamment, les livres et documents suivants : livre annuel des sommes à recouvrer, carnet annuel des engagements de dépenses, livres annuels de détails des opérations budgétaires, livres permanents des opérations aux services hors budget, le journal annuel et le grand livre annuel, le compte financier, le bilan et le projet de budget.

Elle devra permettre à toute époque, aux agents désignés par Monsieur le Commissaire de la République, en exécution du décret-loi du 30 Octobre 1935 de contrôler le fonctionnement de la Société, de vérifier sur sa caisse ainsi que ses livres de comptabilité et d'une manière générale, de s'assurer de la parfaite régularité de toutes ses opérations.

ARTICLE VII :

L'application du présent contrat se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts déjà contractés ou à contracter avec la garantie de la Communauté Urbaine.

A l'expiration de ladite convention, et si le compte d'avances communautaires de la Communauté Urbaine n'est pas soldé, les dispositions des articles 1er, 2ème et 3ème (paragraphe 1) 4ème et 5ème ci-dessus resteront en vigueur jusqu'à l'extinction de la créance de la Communauté Urbaine.

ARTICLE VIII :

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret 99-836 du 22 Septembre 1999 (J.O. du 25 Septembre 1999) et de l'article R.441-5 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux attributions de logements dans les immeubles d'habitation à loyer modéré, la S.A. d'H.L.M. LOGÉVIE s'engage à réserver à la Communauté Urbaine de Bordeaux, 20 % des logements ainsi construits, étant précisé que :

- 50 % de ces logements seront remis à la disposition de la Mairie du lieu d'implantation du programme de construction.
- 50 % seront réservés au personnel de l'Administration Communautaire.

La réservation de ces appartements s'effectuera de la façon suivante :

- La Société indiquera dans l'immédiat à Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX pour l'opération considérée, le planning de construction, le nombre, le type, les dates de livraison des logements entrant dans le cadre de la dotation.
- Le Président adressera à la Société, deux mois avant la date de livraison des différents appartements, la liste des candidats intéressés et remplissant les conditions requises pour y être logés. Lorsque le nombre de candidatures proposées sera inférieur à celui des logements réservés au personnel communautaire, la différence sera remise provisoirement à la disposition de la Mairie susvisée et la Société sera remise provisoirement à la disposition de la Mairie susvisée et la Société sera avisée dans les deux mois précédant la date de livraison. Lors de leur libération, ces logements devront obligatoirement être remis à la disposition de la Communauté Urbaine de Bordeaux, ainsi que par la suite tout appartement remis faute de candidat, à la disposition de cette Mairie.

L'application du présent article se poursuivra pour cette opération jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement de l'emprunt correspondant.

Fait à BORDEAUX, le
P/La S.A. D'H.L.M.
LOGÉVIE


Hervé BONNAN
Directeur

P/LA COMMUNAUTE URBAINE
DE BORDEAUX
LE PRESIDENT

ANNEXE A LA CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

PROGRAMME FINANCÉ : FLOIRAC rue des Etangs

CAISSE PRETEUSE : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS.

MONTANT DE L'EMPRUNT : 2 016 100 €

o O o

BIENS AFFECTES EN GARANTIE

A la garantie du financement locatif à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations avec la Communauté Urbaine de Bordeaux, à hauteur de **2 016 100 €**

La Société Anonyme d'H.L.M. Logévie (Ex HABITATION ECONOMIQUE) s'engage envers la Communauté Urbaine de Bordeaux à affecter hypothécairement, à la première demande de la Communauté Urbaine de Bordeaux, si celle-ci l'estime nécessaire à la garantie de ses droits, l'immeuble lui appartenant dont les désignations cadastrales figurent ci-dessous :

↳ **FLOIRAC Lieudit Les Etangs Section BC n° 337, 344p, 346 p, 396, 392p, 393, 395, 398, 399, 400, 402, 404 et 433p d'une valeur de 2 370 000 €.**

Fait à BORDEAUX, le 29 Février 2008




Hervé BONNAN
Directeur



Demande de garantie d'emprunt - Fiche de renseignements

Demandeur : S.A. d'HLM LOGEVIE

Décision du Conseil d'Administration en date du : 11 décembre 2007

Objet : Construction de 16 logements (4 T2, 8 T3 et 4 T4) collectifs locatifs, rue des Etangs à Floirac

Coût estimé de l'opération : 2.370.000 €

Financement :

- Prêt CDC PLS Foncier : 161.900 €
- Prêt CDC PLS Construction : 2.016.100 €
- Fonds propres : 192.000 €

Montant de la garantie demandée : 2.016.100 €

Valeur des biens accordés en sûreté par la Société : 2.370.000 €

Avis du Service des autorisations d'occupation du sol : 14/05/2007
(en cas de programme de construction - emprunt principal)

Conditions du prêt :

- durée du prêt : 30 ans
- durée du préfinancement : 3 à 24 mois maximum
- progressivité des annuités au taux de : 0 % l'an (révisable)
- taux d'intérêt actuariel annuel : 4,63 % (révisable)
- périodicité des échéances : annuelle
- révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du Livret A, sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %

Opération : FLOIRAC LES ETANGS

PLAN DE FINANCEMENT - 16 LOGEMENTS PLS

FINANCEMENT SOLLICITE :

Coût 2 370 000 €

Prêt PLS C.D.C. Foncier 50 ans à 4.63%	: 161 900 €
Prêt PLS C.D.C. Construction 30 ans à 4.63%	: 2 016 100 €
Fonds Propres	: 192 000 €

Total 2 370 000 €

Fait à BORDEAUX, le 3 Juin 2008



Pierre FERRARIS
Directeur Maîtrise d'Ouvrage et
Patrimoine



Bilan de trésorerie -

Date	Remboursement des emprunts					Moins		Moyens		Moyens Imposables		Dépenses et productions d'exploitation		Solde
	7 705	7 705	7 705	7 705	7 705	0	0	105 071	112 788	1 139	112 788	10 608	10 608	
jan-09	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	105 071	112 788	1 139	112 788	10 608	10 608	23 964
jan-10	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	107 696	115 607	1 168	115 607	10 620	10 620	-21 386
jan-11	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	110 390	118 498	1 197	118 498	11 037	11 037	-64 602
jan-12	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	113 150	121 460	1 227	121 460	11 257	11 257	-10 941
jan-13	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	115 979	124 987	1 258	124 987	11 482	11 482	-19 943
jan-14	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	118 296	128 987	1 283	128 987	11 712	11 712	-31 129
jan-15	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	120 664	133 526	1 308	133 526	11 946	11 946	-45 073
jan-16	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	123 117	138 611	1 331	138 611	12 185	12 185	-59 969
jan-17	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	125 539	144 259	1 351	144 259	12 429	12 429	-75 716
jan-18	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	128 050	150 584	1 369	150 584	12 678	12 678	-93 596
jan-19	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	130 611	157 789	1 385	157 789	12 931	12 931	-113 596
jan-20	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	133 223	164 884	1 402	164 884	13 190	13 190	-134 800
jan-21	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	135 888	172 987	1 417	172 987	13 454	13 454	-157 250
jan-22	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	138 605	181 111	1 431	181 111	13 723	13 723	-180 403
jan-23	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	141 378	189 264	1 445	189 264	14 000	14 000	-204 213
jan-24	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	144 205	197 454	1 458	197 454	14 277	14 277	-228 613
jan-25	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	147 089	205 681	1 471	205 681	14 562	14 562	-253 555
jan-26	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	150 031	214 054	1 484	214 054	14 853	14 853	-279 002
jan-27	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	153 032	222 477	1 496	222 477	15 151	15 151	-304 972
jan-28	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	156 092	231 054	1 508	231 054	15 454	15 454	-331 484
jan-29	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	159 214	239 789	1 520	239 789	15 763	15 763	-358 549
jan-30	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	162 398	248 684	1 531	248 684	16 078	16 078	-386 167
jan-31	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	165 646	257 749	1 542	257 749	16 400	16 400	-414 347
feb-01	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	168 959	266 984	1 553	266 984	16 728	16 728	-443 084
feb-02	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	172 338	276 398	1 564	276 398	17 062	17 062	-472 392
feb-03	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	175 785	285 984	1 575	285 984	17 404	17 404	-502 276
feb-04	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	179 301	295 749	1 586	295 749	17 752	17 752	-532 728
feb-05	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	182 887	305 684	1 597	305 684	18 107	18 107	-563 845
feb-06	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	186 545	315 799	1 608	315 799	18 469	18 469	-595 634
feb-07	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	190 276	326 094	1 619	326 094	18 838	18 838	-628 092
feb-08	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	194 081	336 569	1 630	336 569	19 215	19 215	-661 207
feb-09	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	197 959	347 224	1 641	347 224	19 599	19 599	-694 970
feb-10	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	201 912	358 059	1 652	358 059	20 000	20 000	-729 370
feb-11	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	205 960	369 084	1 663	369 084	20 418	20 418	-764 404
feb-12	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	210 080	380 299	1 674	380 299	20 852	20 852	-800 056
feb-13	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	214 281	391 694	1 685	391 694	21 302	21 302	-836 428
feb-14	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	218 564	403 269	1 696	403 269	21 768	21 768	-873 520
feb-15	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	222 939	415 024	1 707	415 024	22 250	22 250	-911 330
feb-16	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	227 398	426 959	1 718	426 959	22 748	22 748	-949 358
feb-17	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	231 945	439 084	1 729	439 084	23 262	23 262	-987 600
feb-18	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	236 584	451 399	1 740	451 399	23 792	23 792	-1 026 058
feb-19	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	241 315	463 894	1 751	463 894	24 338	24 338	-1 064 732
feb-20	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	246 140	476 569	1 762	476 569	24 891	24 891	-1 103 623
feb-21	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	251 059	489 424	1 773	489 424	25 451	25 451	-1 142 832
feb-22	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	256 064	502 459	1 784	502 459	26 028	26 028	-1 182 360
feb-23	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	261 165	515 674	1 795	515 674	26 622	26 622	-1 222 208
feb-24	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	266 354	529 069	1 806	529 069	27 233	27 233	-1 262 376
feb-25	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	271 633	542 644	1 817	542 644	27 861	27 861	-1 302 754
feb-26	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	277 002	556 399	1 828	556 399	28 506	28 506	-1 343 352
feb-27	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	282 461	570 334	1 839	570 334	29 168	29 168	-1 384 170
feb-28	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	288 000	584 449	1 850	584 449	29 847	29 847	-1 425 218
feb-29	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	293 619	598 744	1 861	598 744	30 543	30 543	-1 466 486
feb-30	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	299 318	613 219	1 872	613 219	31 256	31 256	-1 508 474
mar-01	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	305 097	627 874	1 883	627 874	31 986	31 986	-1 551 182
mar-02	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	310 956	642 709	1 894	642 709	32 732	32 732	-1 594 610
mar-03	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	316 895	657 724	1 905	657 724	33 494	33 494	-1 638 754
mar-04	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	322 914	672 919	1 916	672 919	34 272	34 272	-1 683 606
mar-05	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	329 013	688 294	1 927	688 294	35 066	35 066	-1 728 674
mar-06	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	335 192	703 849	1 938	703 849	35 876	35 876	-1 774 958
mar-07	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	341 451	719 584	1 949	719 584	36 692	36 692	-1 821 950
mar-08	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	347 790	735 499	1 960	735 499	37 524	37 524	-1 869 654
mar-09	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	354 209	751 594	1 971	751 594	38 372	38 372	-1 918 062
mar-10	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	360 698	767 869	1 982	767 869	39 236	39 236	-1 967 174
mar-11	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	367 257	784 324	1 993	784 324	40 116	40 116	-2 016 990
mar-12	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	373 886	800 959	1 994	800 959	41 012	41 012	-2 067 122
mar-13	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	380 585	817 774	1 995	817 774	41 924	41 924	-2 117 466
mar-14	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	387 354	834 769	1 996	834 769	42 852	42 852	-2 168 014
mar-15	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	394 193	851 944	1 997	851 944	43 796	43 796	-2 218 766
mar-16	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	401 102	869 299	1 998	869 299	44 756	44 756	-2 269 724
mar-17	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	408 081	886 834	1 999	886 834	45 732	45 732	-2 320 898
mar-18	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	415 130	904 549	2 000	904 549	46 724	46 724	-2 372 280
mar-19	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	422 249	922 444	2 001	922 444	47 732	47 732	-2 423 872
mar-20	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	429 428	940 519	2 002	940 519	48 756	48 756	-2 475 676
mar-21	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	436 667	958 774	2 003	958 774	49 796	49 796	-2 527 694
mar-22	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	443 966	977 209	2 004	977 209	50 852	50 852	-2 579 926
mar-23	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	451 325	995 824	2 005	995 824	51 924	51 924	-2 632 370
mar-24	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	458 744	1 014 619	2 006	1 014 619	53 012	53 012	-2 685 522
mar-25	118 439	7 705	126 144	0	0	0	0	466 223	1 033 694	2 007	1 033 694	54 116	54 116	-2 739 294
mar-26	118 439	7 705	126 144	0										



Allez hop, c'est parti!

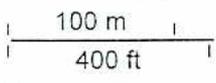
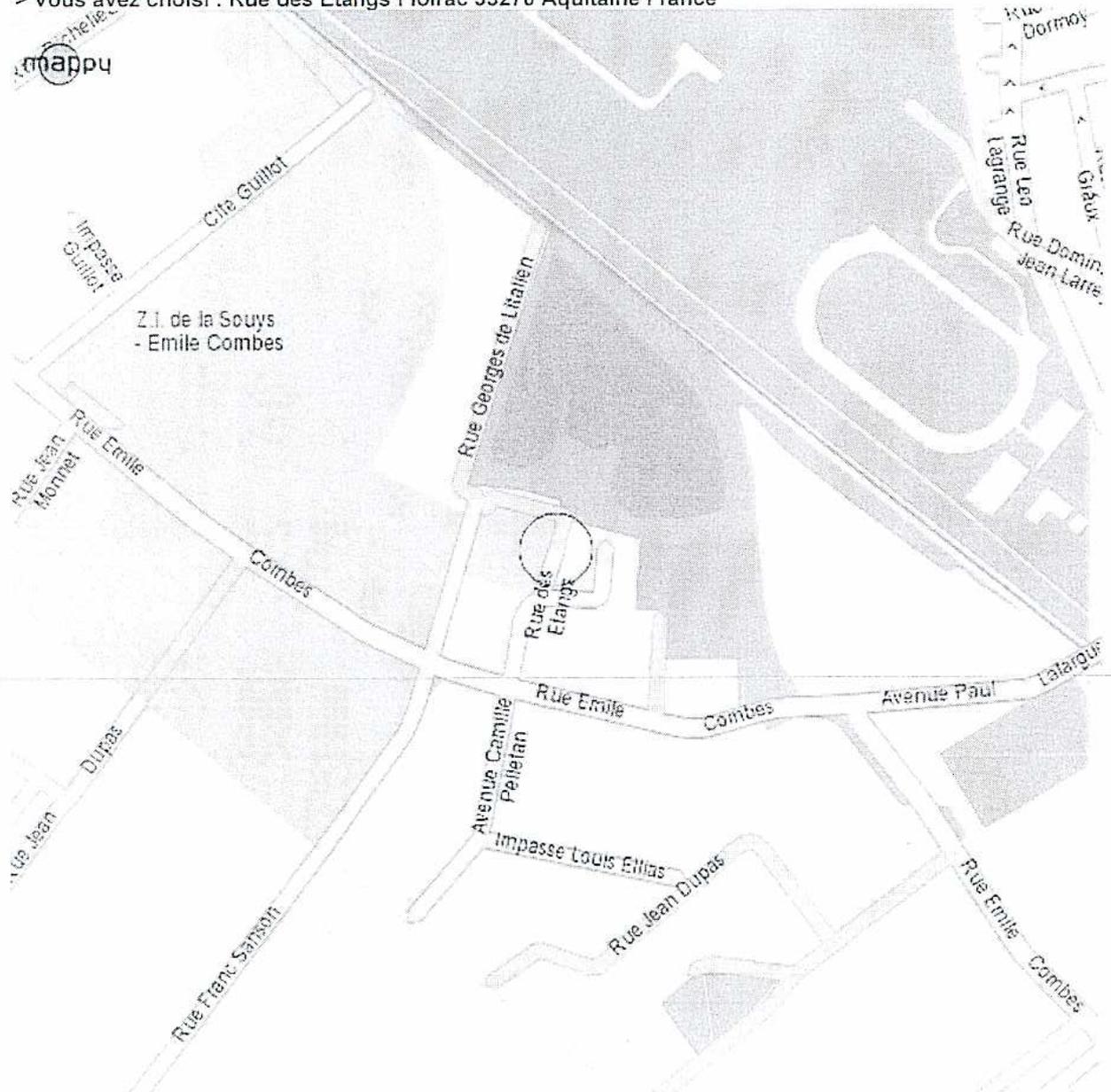


Utilisez la fonction [imprimer] de votre navigateur

www.mappy.com : itinéraires en Europe, plans des grandes villes européennes, réservation hôtelière, visites touristiques...



> Vous avez choisi : Rue des Etangs Floirac 33270 Aquitaine France



© Iti Mappy - Données © TeleAtlas

Vos notes